

Revue internationale des francophonies

ISSN : 2556-1944


Éditeur : Université Jean Moulin Lyon 3

3 | 2018

Mélanges de juillet 2018

Les nouveaux visages africains francophones en sciences économiques

Ahmed Silem

 <https://publications-prairial.fr/rif/index.php?id=659>

DOI : 10.35562/rif.659

Référence électronique

Ahmed Silem, « Les nouveaux visages africains francophones en sciences économiques », *Revue internationale des francophonies* [En ligne], 3 | 2018, mis en ligne le 24 juillet 2018, consulté le 22 avril 2021. URL : <https://publications-prairial.fr/rif/index.php?id=659>

Les nouveaux visages africains francophones en sciences économiques

Ahmed Silem

PLAN

- I. La recherche en sciences économiques en Afrique : une approche quantitative sur la période 1996-2016
 - II. La macroéconomie africaine selon Kako Nubukpo
 - II.1. La macroéconomie hors sol des universitaires africains
 - II.2. La sophistication économétrique des fonctionnaires internationaux extravertis
 - III. Un autre regard sur les macroéconomistes d'origine de pays africains francophones
- Propos d'étape
Annexes

TEXTE

- 1 Dans un article, sous la forme d'un entretien publié dans la revue *Politique Africaine* (Nubukpo, 2011), Kako Nubukpo avait établi un diagnostic plutôt lapidaire, loin de toute formule euphémisante, sur la recherche africaine en macroéconomie. Le titre de l'article résume sans aucune ambiguïté le caractère abrupt ou péremptoire des propos tranchants, peut-être même désobligeants¹ à l'égard d'éminents collègues, qu'il a développés : « Les macroéconomistes africains : entre opportunisme théorique et improvisation empirique ».
- 2 L'objet du texte que nous proposons est de voir si cette vision péjorative, déjà contestable puisqu'elle s'appliquerait à son auteur pourtant reconnu pour la constance des thèmes de ses publications éloignées de tout opportunisme théorique et improvisation empirique, peut être une hypothèse plausible en 2018, soit sept ans après sa formulation. La démarche qui sera adoptée sera empirique en utilisant deux bases de données : l'une est celle de *ideas.repec.org* qui établit le classement de 51 935 auteurs de travaux publiés en sciences économiques et sciences de gestion, l'autre est celle de SCIMAGOJR qui porte sur le nombre de documents publiables et publiés. La base

Ideas-RePEc servira à lister les travaux des auteurs retenus. La tâche sera délicate car identifier de nouveaux visages en économie dans les pays d'Afrique francophone revient à s'engager dans la recherche de personnalités de grande notoriété et reconnues par leurs pairs. Dans la mesure où les centres de recherche africains se donnent l'objectif de relever le défi d'une visibilité internationale et, en conséquence, incitent leurs chercheurs à s'inscrire dans la standardisation des publications académiques dans des revues classées², il serait dès lors arbitraire de distinguer les auteurs, sauf à user du critère du nombre de citations dont ils sont l'objet et du nombre d'articles publiés dans ces revues sélectives. Cette standardisation est constatable, à la fois, par l'importance prise par les traitements économétriques de données et par la rédaction dans la langue anglaise. Ainsi on peut être un ressortissant d'un pays africain adhérent à la francophonie et rédiger systématiquement ou le plus souvent en anglais³. Cela est particulièrement et logiquement vérifiable avec les économistes formés en français travaillant dans les organisations internationales. L'Ivoirien Souleymane Coulibaly - économiste en chef de la Banque Mondiale pour l'Afrique Centrale - et l'Algérien Rabah Arezki - économiste en chef de la Banque Mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena) - sont exemplaires de ces tout nouveaux visages de l'Afrique qui sont connus par leurs travaux en anglais.

- 3 Ce problème de l'importance de l'anglais dans les travaux des plus jeunes économistes sera résolu en identifiant des moins jeunes qui dont les travaux en français représentent un nombre significatif. Dans cette perspective, le plan de cette contribution consistera à présenter dans la première section un rapide survol quantitatif de l'état actuel de la recherche en sciences de l'économie (y compris l'économétrie et la finance) dans les pays africains francophones. La deuxième section sera consacrée à un bref exposé synthétique des bases sur lesquelles Kako Nubukpo a fondé son diagnostic. La troisième section aura pour objet de présenter quelques figures illustratives, susceptibles de donner une autre image de la recherche en économie et finance entreprise par des ressortissants de ces pays.

I. La recherche en sciences économiques en Afrique : une approche quantitative sur la période 1996-2016

- 4 L'objet de cette section est de présenter l'évolution des publications réalisées par des économistes de pays africains en prenant appui sur les données du site SCIMAGOJR (voir encadré de présentation). Ce site fournit sur la période 1996-2016 des informations détaillées sur les documents issus de la recherche dans le monde, pour chacune des huit grandes régions géographiques et par pays pour chacune des grandes disciplines en proposant différents outils d'analyse (H Index, nombre de documents dont documents publiés, documents, nombre de citations (Auto-citations et Citations par document). Aucune indication n'est cependant donnée sur la méthode de sélection et d'enregistrement des informations disponibles. Il est facile de relever que le nombre de documents produits dans un pays et pour une année quelconque est supérieur au nombre indiqué par la base. Le site donne le classement de quelques revues internationales⁴, sans préciser les critères de sélection, dans chaque discipline, le classement des pays pour l'ensemble des domaines de recherche et par discipline. Toutefois dans la liste des pays africains, l'Égypte y est absente, étant classée dans les pays du Moyen-Orient.

Le site SCImago Journal & Country Rank

« SCImago Journal & Country Rank est un portail accessible au public qui inclut les revues et les indicateurs scientifiques nationaux développés à partir des informations contenues dans la base de données Scopus® (Elsevier B.V.)... Les journaux peuvent être comparés ou analysés séparément. Les classements par pays peuvent également être comparés ou analysés séparément. Les revues peuvent être regroupées par domaine (27 domaines thématiques principaux), par catégorie de sujet (313 catégories de sujets spécifiques) ou par pays. Les données de citations sont tirées de plus de 21 500 titres de plus de 5 000 éditeurs internationaux et de mesures de performance nationales provenant de 239 pays dans le monde ».

« SCImago est un groupe de recherche du Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC), Université de Grenade, Estrémadure, Carlos III (Madrid) et Alcalá de Henares, dédié à l'analyse, à la représentation et à la récupération de l'information au moyen de techniques de visualisation ».

Source : traduction de <https://www.scimagojr.com/aboutus.php>

- 5 Dans cette base, pour cette présente contribution, le domaine retenu est principalement celui des sciences économiques intégrant l'économétrie et la finance. Il serait plus difficile d'entreprendre un tel travail pour les sciences de gestion dans leur ensemble sans un important travail de regroupement en raison de la multiplicité des thèmes qui, en outre, sont éclatés en différentes rubriques dont : « Comptabilité », « Business et management international », « Stratégie et Management », « Management de la technologie et de l'innovation », « *Management Science* et recherche opérationnelle », « Comportement organisationnel et Management de la ressource humaine », « Business, Management, Comptabilité (divers) », etc.
- 6 Le nombre de documents publiés ou publiables en économie et économétrie entre 1996 et 2016 par 208 pays dans le monde s'élève à 417 998. En ajoutant le domaine de la finance, le total passe à 571 451. La production annuelle de documents a connu une forte croissance dans le monde au cours de cette vingtaine d'années. Pour le seul domaine de l'économie et économétrie, elle passe de 9 921 documents en 1996 à 28 060 en 2016, avec un maximum de 30 309 documents en 2014 comme le montre la figure 1. Toutefois la baisse observée en 2016 et 2017 (avec 9 542) n'est pas significative et pourrait s'expliquer par le retard d'enregistrement des documents produits. Sur la période 1996-2016, les États-Unis d'Amérique réalisent à eux seuls 31,62 % de la production mondiale de documents publiables et publiés en sciences économiques et en économétrie.

Figure 1



7 L'ensemble des 50 pays africains recensés, y compris le département français de la Réunion mais sans l'Égypte, affiche 7 231 documents, soit 1,72 % du total mondial. En ajoutant l'Égypte qui, au cours de cette période, a produit 303 documents, le pourcentage passe à 1,80 % du total mondial des documents en sciences économiques et économétrie.

Le tableau 1 permet de constater que l'Afrique du sud avec 2 955 documents représente 40,8 % de la production africaine.

Tableau 1 - Nombre de documents des pays africains en économie et économétrie (période 1996-2016)

Rang	Pays	Documents	Rang	Pays	Documents
1	Afrique du Sud	2 955	27	Mali	21
2	Nigeria	710	28	Rwanda	20
3	Tunisie	624	29	Congo	19
4	Kenya	496	30	Niger	16
5	Ghana	358	31	Libye	12
6	Ethiopie	356	32	Lesotho	12
7	Égypte	303	33	Togo	9
8	Cameroun	177	34	Burundi	8

9	Tanzanie	169	35	Angola	7
10	Maroc	148	36	Libéria	7
11	Ouganda	142	37	Gambie	6
12	Zimbabwe	110	38	Sierra Leone	6
13	Algérie	88	39	Érythrée	6
14	Malawi	79	40	Cap-Vert	4
15	Sénégal	78	41	Tchad	4
16	Botswana	70	41	Réunion	4
17	Maurice	68	43	Guinée	3
18	Bénin	64	43	Seychelles	3
19	Côte d'Ivoire	62	45	R. D. du Congo	2
20	Zambie	58	46	Comores	1
21	Soudan	56	46	Gabon	1
22	Burkina Faso	54	46	Mauritanie	1
23	Mozambique	44	46	Rép. Centrafricaine	1
24	Swaziland	37	46	Guinée Équatoriale	1
25	Madagascar	27	46	Guinée-Bissau	1
26	Namibie	26	Total colonnes (3) et (6)		7 534

Source : <http://www.scimagojr.com/countryrank.php?category=2002&area=2000®ion=Africa>

- 8 Dans cet ensemble africain, le sous-ensemble Afrique francophone représente 24 pays (26 avec les deux départements français de la Réunion et de Mayotte) correspondant à trois catégories de pays : les pays officiellement francophones, ceux dont le français est une des langues officielles et les quatre pays où le français couramment utilisé mais n'est pas une langue officielle (Algérie, Île Maurice, Maroc, Tunisie). La production en économie et économétrie dans ce sous-ensemble africain sur la période 1996-2016 s'élève à 1 503 documents, ce qui représente 20,7 % de la production de l'ensemble de la production africaine et un peu moins de 3,5 % de la production mondiale. La Tunisie arrive très largement en tête en réalisant 41,5 % du total suivie par le Cameroun (11,77 %), le Maroc (9,8 %) et l'Algérie (5,8 %).
- 9 En finance, le nombre de documents dans le monde est de 142 158. Les Etats-Unis en réalisent 34 %. L'Afrique avec 1 668 (1,17 % du total mondial) apparaîtrait au 16^{ème} rang entre la Corée du Sud et la Suède. En additionnant la finance aux deux catégories « économie » et « économétrie », la production africaine cumulée sur la période 1996-

2016 passe à 11 859 documents, soit 2 % de la production mondiale (571 451).

Tableau 2 - Nombre de documents en finance des pays africains (période 1996-2016)

Rang	Pays	Documents	Rang	Pays	Documents
1	Afrique du Sud	677	19	Bénin	6
2	Tunisie	347	20	Rwanda	5
3	Nigeria	176	21	Libye	4
3	Égypte	176	21	Swaziland	4
5	Ghana	129	21	Zambie	4
6	Maroc	64	24	Namibie	3
7	Kenya	46	24	Mozambique	3
8	Maurice	33	26	Madagascar	2
9	Tanzanie	25	26	Sénégal	2
10	Ethiopie	25	26	Burundi	2
11	Cameroun	22	29	Burkina Faso	1
12	Ouganda	15	29	R. Centrafricaine	1
13	Zimbabwe	14	29	Guinée Équatoriale	1
14	Algérie	14	29	Niger	1
15	Botswana	13	29	Réunion	1
16	Soudan	9	29	Guinée	1
16	Malawi	9	29	Mali	1
18	Côte d'Ivoire	7	29	Somalie	1

- 10 La production en finance des pays francophones au sens élargi défini précédemment n'est le fait que de dix-sept d'entre eux et ne représente que 510 documents. Un peu plus des deux tiers de ce nombre ont pour source des Tunisiens (68 %). Le Maroc arrive en deuxième position avec 12,5 %, suivi de l'Île Maurice (6,4 %), du Cameroun (4,3 %) et de l'Algérie (2,7 %). Ces cinq premiers pays sont producteurs de 94,1 % des documents.
- 11 De l'ensemble de ces données, les observations les plus évidentes portent sur la faible présence de l'Afrique dans les publications potentielles et effectives, tant en économie qu'en finance, et une présence encore plus anecdotique de l'Afrique francophone au sens

large. Dans le détail, la corrélation de rang entre le volume démographique et le volume des documents est faiblement positive (0,6514828). La Tunisie avec ses 11 millions d'habitants, qui la place 15^{ème} rang démographique dans ce groupe, occupe le 1^{er} rang des pays publiant notamment en français et le deuxième rang avec 924 documents pour l'ensemble économie et finance juste après l'Afrique du sud classé 5^{ème} pour le volume de sa population. Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique avec 199,681 millions d'habitants, est 3^{ème} avec 886 documents. L'Égypte, 2^{ème} pays démographiquement, n'est qu'au 7^{ème} rang pour les documents économie et économétrie, juste après l'Éthiopie classée au 3^{ème} rang pour la population. En revanche la corrélation de rang entre le nombre de documents et le PIB par habitant est peu significative avec une valeur positive de 0,34441669.

- 12 Au-delà de l'examen du nombre de documents, peu favorable pour les pays africains dont les auteurs utilisent le français dans la publication de travaux en économie-économétrie et finance, c'est à l'analyse de la qualité que seront consacrées les sections ci-après.

II. La macroéconomie africaine selon Kako Nubukpo

- 13 Pour accorder un quelconque crédit à une évaluation faite par un expert, il est nécessaire que cette qualité soit vérifiée. Cette démarche s'appuie davantage sur les publications que sur la notoriété de l'expert, même si la corrélation positive, pour ne pas évoquer une causalité linéaire, entre les deux critères peut être avérée. De ce point de vue, l'homme politique et économiste togolais Kako Nubukpo est une personnalité reconnue ayant des publications en sciences économiques dans différentes revues académiques de qualité (*Mondes en développement Politique africaine*, *Revue Tiers Monde* *Revue d'économie financière*, *L'Économie politique*, *Présence Africaine*) et il a rédigé ou a contribué à la rédaction de plusieurs livres. Quinze de ces publications sont référencées dans la base *Ideas/Search*⁵.
- 14 Dans l'entretien publié par *Politique africaine*, Kako Nubukpo (Nubukpo, 2011), ayant pour souci de développer une économie politique hétérodoxe plus enracinée dans les réalités africaines, distingue deux trajectoires parallèles des macroéconomistes africains, d'une part,

celle des universitaires et, d'autre part, celle des hauts fonctionnaires des organismes internationaux africains qui ont en commun d'ignorer le terrain africain.

II.1. La macroéconomie hors sol des universitaires africains

- 15 Son diagnostic sur cette tendance d'exogénéité intellectuelle de la macroéconomie africaine universitaire est implicitement fondé sur le mandarinat des professeurs agrégés en sciences économiques qui accèdent à des fonctions ministérielles et accaparent les contrats de consultance les plus rémunérateurs. En d'autres termes, un macroéconomiste africain intéressé par une carrière politique et la consultance, n'est plus un chercheur qui questionne les paradigmes et les théories dans une perspective africaine, dès le succès obtenu au concours d'agrégation du Cames (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur). La réussite dans ce multi-positionnement repose sur le refus et du débat théorique, paradigmatique ou idéologique et du débat des situations concrètes. Kako Nubukpo utilise la formule de « travaux hors-sol » pour cette absence de contextualisation des travaux des macroéconomistes africains soucieux de ne pas hypothéquer leur avenir politique. Cela n'empêche cependant pas ces mandarins d'avoir eu des publications qui ont fait montre d'une grande maîtrise des modèles et tests économétriques, mais totalement inadaptés aux réalités de l'Afrique où « les appareils statistiques sont faibles » et où « les données peu fiables » (Nubukpo, 2011). A partir d'un cas, Kako Nubukpo fait observer, qu'un travail dissident par rapport au *mainstream* de déconnexion du réel et du monétaire, qui caractérise les conceptions du FMI et des programmes d'ajustement structurel, conduit au blocage de la carrière universitaire.

II.2. La sophistication économétrique des fonctionnaires internationaux extravertis

- 16 Les économistes des institutions internationales africaines sont d'abord caractérisés par leur extraversion intellectuelle qu'ils partageraient avec les universitaires. Dans cette logique d'extraversion, les

macroéconomistes africains les plus reconnus au niveau international ne sont pas prophètes dans leur continent d'origine. Pour Kako Nubukpo, « les adeptes du savoir endogène sont surtout des philosophes, des anthropologues, des sociologues » (Nubukpo, 2011). L'absence de l'endogénéité africaine du savoir en économie est expliquée par « la domination de la conception modélisatrice et économétrique de la science économique dans le monde universitaire » (Nubukpo, 2011).

- 17 Sur ce constat, Kako Nubukpo est, avec d'autres collègues, à l'initiative de la création de l'association africaine d'économie politique⁶ en vue d'échapper à cette dérive en s'ouvrant à l'hétérodoxie absente dans les associations de sciences économiques.

III. Un autre regard sur les macroéconomistes d'origine de pays africains francophones

- 18 En survolant de manière empirique les publications majeures de quelques figures représentatives du champ disciplinaire de l'économie, certaines des critiques exposées précédemment ne sont pas toujours sans fondement, comme par exemple la part dominante des développements économétriques dans les articles publiés. Il peut arriver, en effet, que les pages consacrées à la description des méthodes d'estimation des paramètres d'un modèle et aux tests de sa validation soient plus volumineuses que celles consacrées à l'analyse du phénomène et / ou à la discussion des hypothèses. C'est là un travers assez partagé dans le monde, mais qui est plutôt ou surtout observable dans les publications des jeunes chercheurs académiques à la recherche d'une intégration ou d'une titularisation dans l'enseignement supérieur.
- 19 Dans l'entretien brièvement résumé dans la précédente section, la catégorisation proposée, distinguant les universitaires et les fonctionnaires des grandes institutions internationales, est indéniablement pertinente, Elle ne sera pourtant pas adoptée dans cette présente section pour deux raisons : d'une part, les universitaires africains qui publient des travaux remarquables font le va-et-vient entre

l'université et les organisations internationales et, d'autre part, les économistes en chef africains dans ces organisations sont souvent invités pour assurer des cours dans les universités africaines. Il est aussi nécessaire de faire observer que cette catégorisation suscite, dans le cadre de cette section, un hiatus au regard du critère de la langue de rédaction qui n'est pas systématiquement le français. Les économistes dont le pays d'origine est francophone ont en effet tendance à diffuser leurs productions (livres, articles, conférences dans les actes de colloques) en anglais. Or ce phénomène est particulièrement et logiquement plus accusé avec les économistes en chef des organisations internationales.

- 20 En revanche, le caractère « hors-sol », souligné dans l'entretien examiné, paraît peu conforme aux travaux consultés pour ce présent article. En écartant les économistes de la diaspora, Il semble même que les économistes africains aient plutôt une nette tendance à contextualiser leurs travaux qui, de la sorte, relèvent peu ou prou d'une approche institutionnaliste, même si les auteurs ne renoncent pas pour autant à une démarche économétrique que semble fustiger Kako Nubukpo malgré sa formation initiale dans ce domaine. C'est ainsi le constat que font Gwenaëlle Otando et Dimitri Uzunidis (2011) dans leur article sur « le renouveau des théories du développement » semble inspirer les économistes africains, lorsqu'ils écrivent « De proche en proche, l'institutionnalisme fait irruption dans le débat sur le développement. En fait, l'accent est dorénavant mis sur le déficit institutionnel dont souffrent les pays en voie de développement » (Otando et Uzunidis, 2011).
- 21 Ce déficit institutionnel est plus spécifiquement mis dans le contexte de « la mondialisation imperturbable » qui interdit le repli sur soi, le dépassement du bilatéralisme de la dépendance passée et s'ouvre à un multilatéralisme apte à « prendre en compte les intérêts du monde en développement » comme le préconisent Hakim Ben Hammouda et Mustapha Sadni Jallab (Ben Hammouda , Sadni Jallab, 2010).
- 22 Dans cette perspective, nombreux sont les économistes africains qui ont pris des distances avec la démarche contemplative de la théorie hors-sol, aussi bien à l'université que dans les institutions internationales. Pour échapper à l'arbitraire du choix de ceux qui seront retenus dans cet article, deux critères doivent être satisfaits : être pré

sents dans les médias de masse et être référencés dans la base *Ideas/RePEc*

- 23 L'économiste archétypal qui combine les deux catégories d'intervention – organisation internationale et universitaire – est le Tunisien Hakim Ben Hammouda, dont les références sur la base *Ideas-RePEc* sont au nombre de 48. Invité par plusieurs universités pour donner des cours, il a occupé diverses fonctions dans différentes institutions (PNUD, Commissions économique pour l'Afrique des Nations unies, Organisation mondiale du commerce, Banque africaine de développement, etc.). Il a été, en 2014, ministre de l'économie et de finances de la Tunisie dans le « gouvernement de technocrates » de Mehdi Jomaa. Membre d'un grand nombre de comité de pilotage d'action d'envergure internationale, il a été dernièrement (mi-janvier 2018) invité à participer en tant que conseiller auprès du président du *Think Tank l'Africa Progress Group*, et ex-président du Nigeria, Olusegun Obasanjo. Il suffirait de lire seulement les titres de ses articles, de ses livres, tous disponibles sur son blog et partiellement sur sa fiche *wikipedia*, pour réfuter le diagnostic de Kako Nubukpo.
- 24 Economiste d'une immense culture dans de nombreux domaines, si ce pléonasma est permis, comme tout lecteur de son blog peut s'en rendre compte, sa philosophie économique en est le reflet par son pragmatisme soucieux de prendre en compte les réalités qu'ignorent les *quatre pensées uniques de l'économie*, pour reprendre le titre de l'un de ses tout premiers ouvrages (1997, 2000). S'il souscrit au rejet du « dogmatisme idéologique, qui a marqué les choix passés (des gouvernements des différents pays) pour s'inscrire dans un pragmatisme », il affiche clairement cependant une base keynésienne lorsqu'il explique les causes premières de la crise de 2008 aggravée par la faillite de la Banque Lehman. Il écrit que cette faillite a eu l'heureuse conséquence de mettre « fin (à) la sacro-sainte règle de la neutralité des politiques économiques qui a prévalu depuis les années 1980 et la contre-révolution libérale contre les politiques keynésiennes. Cette crise a été à l'origine d'une revanche du maître de Cambridge et du retour non seulement du rôle régulateur de l'État mais surtout des politiques budgétaires de relance et des politiques monétaires expansionnistes dont se sont armés tous les gouvernements du monde pour échapper aux risques déflationnistes et sortir des récessions » (Ben Hammouda, 2017). En plus de cette faillite bancaire, Ben Ham-

mouda considère que les nouveaux contours de la politique économique sont ceux d'une croissance inclusive et durable et sont inscrits « dans une quête d'un équilibre dynamique entre le marché et l'État ». C'est, aux yeux de Hakim Ben Hammouda, la voie nouvelle qui découle de la chute du mur de Berlin, de l'émergence de la Chine comme puissance commerciale globale, des printemps arabes et de l'accident nucléaire de Fukushima au Japon.

- 25 Le rejet du dogmatisme monétariste et libéral par Ben Hammouda n'est pas si récent. Déjà, en 2005, il écrivait que les politiques économiques des pays en développement et plus particulièrement des pays africains, marginalisés dans le commerce mondial aussi bien des produits primaires qu'industriels, peu présents dans les chaînes de valeur mondiales, doivent s'engager dans des réformes tout en obtenant des pays développés, malgré la discipline qu'impose le multilatéralisme, un nouveau pacte de croissance et de développement, un *nouveau contrat de développement* pour reprendre le titre d'un de ses livres (Ben Hammouda, Samir Amin, 2000), leur assurant le maintien d'une marge de liberté dans la définition de leur stratégie (Ben Hammouda, 2007). Ben Hammouda explicite de la sorte la notion complexe de *policy space* ou « espace des politiques » qu'il a abordée dans un article de la revue d'inspiration perrouxienne *Informations & commentaires* (Ben Hammouda, 2004) rédigé à la suite de la réunion de la CNUCED en juin 2004 à Sao Paolo. L'espace des politiques correspond à « l'espace de liberté pour la formulation des politiques ». Il « fait référence à la capacité des pouvoirs et des gouvernements nationaux à échapper aux contraintes multilatérales dans la formulation des politiques nationales ». Autrement dit, il s'agit ni plus ni moins pour les pays en développement de ne plus subir le « consensus de Washington » comme il le rappellera plus tard (Ben Hammouda, Oulmane N. et Sadni Jallab, 2010) dans un article co-signé avec Nassim Oulmane et Mustapha Sadni Jallab.
- 26 Cette marginalisation de l'Afrique dans le commerce mondial est un thème partagé avec plusieurs autres fonctionnaires internationaux africains francophones qui s'inscrivent dans une perspective tout aussi pragmatique en étant attentif aux conditions spécifiques des pays en développement et par conséquent des pays africains. C'est notamment le cas de Nassim Oulmane (économiste sénior à la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique UNECA) et de

Mustapha Sadni Jallab (économiste à l'Institut de Formation et de Coopération Technique à l'OMC, Genève). Oulmane et Sadni Jallab sont d'ailleurs souvent associés comme co-auteurs dans les publications de Ben Hammouda. En raison de leur association dans le plus grand nombre de documents signalés par *Ideas/RePEc* (17 références au 21/01/2018), seule une brève présentation des travaux d'Oulmane sera retenue ici.

- 27 Nassim Oulmane est un économiste spécialiste des questions de politique commerciale et de développement, ainsi que de relations économiques internationales, qu'il a enseignées dans plusieurs universités, en Afrique, en Asie et en Europe. Il a par ailleurs occupé diverses positions d'économiste dans plusieurs institutions économiques. Il a écrit et co-écrit de nombreux ouvrages (Oulmane N., 2001, 2009, 2011) et articles dans des revues scientifiques internationales⁷. Il dirige actuellement la section de l'Économie verte et des ressources naturelles au siège de la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations unies (UNECA) à Addis Abeba.
- 28 Ses écrits soulignent la nécessité d'avoir une approche stratégique et développementaliste lors de la conception des politiques commerciales des pays en développement. En effet, les accords commerciaux multilatéraux, régionaux ou bilatéraux ne sont jamais neutres en matière de développement et peuvent avoir des effets très différenciés, aussi bien au niveau sectoriel que transversal et de ce fait sur les plans stratégiques de développement. Il est dès lors nécessaire d'adopter une démarche stratégique qui distingue les accords commerciaux aussi bien au niveau de leur séquençement que sur leur portée et profondeur. Ses travaux insistent sur l'importance de l'espace de politiques (*policy space*), reprenant de la sorte un des thèmes abordés très tôt par Ben Hammouda et sur l'importance de garantir ce levier de développement pour les décideurs publics, dans la conception des politiques et négociations commerciales.
- 29 Dans ses différentes fonctions dans les organisations internationales, Ben Hammouda a eu aussi l'occasion de rencontrer une autre figure africaine de grande notoriété en la personne du Camerounais Célestin Monga. C'est ainsi qu'il a sollicité une contribution de ce dernier qu'il a publiée dans l'ouvrage collectif qu'il a codirigé avec Mustapha Kassé et édité par Karthala en 2001 avec pour titre *L'avenir de la zone*

franc : perspectives africaines, La contribution de Monga est un énoncé, avec plusieurs années d'avance sur celui de Kako Nubukpo, des griefs contre de la zone franc (Ben Hammouda, 2001). Avec un euro fort, en ignorant les effets pervers des élasticités critiques d'une monnaie faible, ces griefs sont encore plus évidents dans la mesure où le franc CFA rattaché à l'euro aboutirait à pénaliser les exportations des pays de la zone et à subventionner les importations en provenance des pays hors zone. Les effets pervers des dévaluations d'une monnaie invitent à envisager d'abord une industrialisation qui permettra d'avoir des produits exportables et des produits susceptibles de se substituer aux importations. Tel est l'enseignement qui découle de la position argumentée de Monga et qui se retrouve partagée par son compatriote Désiré Avom qui s'appuie sur l'actualité du *Brexit* pour critiquer la précipitation à vouloir sortir de la zone franc rattachée à l'euro (2017).

- 30 Poète, politologue, anthropologue, géographe, économiste Célestin Monga est tout cela à la fois comme l'indique sa fiche *Wikipédia*. Cette culture, aussi évidente que celle de Ben Hammouda, transpire sur son blog ou dans l'entretien avec le philosophe Fabien Eboussi Boulaga (Mbembé A, C. Monga, 2006). La base *Ideas/RePEc* ne donne cependant que 16 références de ses publications fréquemment collectives en économie. C'est souvent le lot de ceux qui ont des responsabilités de direction d'un service ou d'une équipe, comme le cas de Ben Hammouda l'a aussi illustré.
- 31 Célestin Monga a intégré différentes organisations internationales (Banque mondiale, ONUDI, BAD, etc.) après être passé par le journalisme, la banque, le professorat. Il est actuellement vice-président et économiste en chef de la BAD. Ses plus récentes déclarations affichent de fortes convictions qui mettent à mal la pensée économique des structuralistes de gauche, les conservateurs culturalistes, ceux qui défendent l'agriculture vivrière et/ou tolèrent l'économie informelle qui conduisent au maintien de la pauvreté. Pour Célestin Monga, « il faut industrialiser l'Afrique », car « aucun pays au monde n'est sorti de la pauvreté sans l'industrialisation » (Monga C., s.d.). C'est la recommandation qu'il développe dans le rapport collectif remis à la BAD publié le 20 novembre 2017 comportant 16 contributions dont celles de Joseph Stiglitz, avec qui il lui est arrivé d'être associé dans d'autres publications (Cf. par exemple, Stiglitz et *ali*, 2013),

et aussi celles d'Abebe Shimeles et d'Amadou Boly, deux jeunes chercheurs africains de la BAD. Akinwumi Adesina, le président du Groupe de la BAD, résume dans l'avant-propos l'idée générale du rapport en ces termes « l'Afrique ne doit plus rester à la traîne des chaînes de valeur mondiales, mais prendre des mesures pour s'industrialiser rapidement, en dégagant de la valeur ajoutée dans tout ce qu'elle produit. L'Afrique doit travailler pour elle-même et ses populations, et non pas exporter ses richesses à d'autres » (Akinwumi Adesina, 2017a).

32 Dans un entretien publié par le magazine *Spore* du lundi 2 octobre 2017, le directeur de la BAD partage encore l'idée de Monga en préconisant l'industrialisation de l'agriculture qu'il place « au cœur de la création de richesse » (Akinwumi Adesina, 2017a). Il reconnaît cependant, dans sa conférence Norman Borlaug du 17 octobre 2017 prononcée lors de la journée mondiale de l'alimentation que l'aide internationale est nécessaire pour cette industrialisation qui permettrait à l'Afrique de nourrir les neuf milliards d'habitants dans le monde en 2050 (Akinwumi Adesina, 2017b).

33 Désiré Avom, professeur des universités et Doyen de l'Université de Dschang (Cameroun), rejoint ce point de vue. Ce spécialiste des questions monétaires et des politiques budgétaires au sein de la CEMAC et qui s'intéresse aussi aux problèmes écologiques est référencé avec 15 documents par la base *Ideas/RePEc*⁸. Dans les différents entretiens pour lesquels il est sollicité, il met certes l'accent sur les problèmes de gouvernance et de coordination des politiques budgétaires comme contribuant aux résultats relativement faibles des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), mais il insiste tout autant et logiquement sur la nécessaire industrialisation, préalable à tout débat sur le régime de change des pays de la CEMAC, comme cela a été également soutenu par René N'Guettia-Kouassi pour toute l'Afrique. Guettia Kouassi, directeur des affaires économiques à la commission de l'Union africaine, déclare en effet que « la vraie question ce n'est pas le franc cfa, mais la monnaie africaine » (N'Guettia-Kouassi, 2017). Cette monnaie continentale est d'ailleurs prévue, précise-t-il, « dans l'Article 19 de l'Acte Constitutif de l'UA adopté en 2000 à Lomé (Togo) qui envisage la création des institutions financières comme le Fonds monétaire africain, la Banque africaine d'Investissement et la Banque centrale africaine » (N'Guettia-Kouassi, 2017).

34 Thème récurrent des congrès des économistes africains⁹, l'industrialisation africaine est, pour le Doyen de l'Université de Dschang, la voie à adopter pour s'engager dans la diversification des économies dépendantes des ressources naturelles et de préparer ainsi l'après pétrole. Par conséquent, il peut affirmer logiquement que « les difficultés actuelles » des économies de la CEMAC « ne sont pas toutes imputables au régime de change. Il faut par conséquent éviter d'en faire un bouc émissaire en laissant croire qu'une modification du taux de change ou alors une sortie de la zone franc constituerait la solution à nos problèmes structurels » (Avom, 2017a).

Propos d'étape

35 Les trois sections de cette contribution ont abordé :

- d'une part, l'activité de recherche dans les pays africains où les chercheurs en sciences économiques ou en économie politique publient en français ; la première section a montré que ces pays connaissent un important développement des documents qui résultent de travaux de recherche ; il est apparu que l'Afrique en général et les pays francophones en particulier ont une part négligeable dans le volume documentaire mondial en sciences économiques, la Tunisie étant le pays le plus actif dans ce groupe ;
- d'autre part, les éléments avancés de Kako Nubukpo pour justifier une vision pessimiste sur la production scientifique des économistes francophones ;
- et, enfin, une présentation de quelques économistes de grande réputation dont les travaux constituent une réfutation des propos de Kako Nubukpo, tant par leur prise en compte des réalités économiques, sociales et politiques africaines que par leur notoriété au niveau international conduisant à des carrières mixtes associant l'enseignement universitaire et la responsabilité de département dans les organisations internationales.

36 Néanmoins cette contribution n'est pas sans limite. La première limite est celle du critère d'identification des économistes africains francophones en utilisant le nombre de références de la base de données *Ideas/RePEc*. Cette base n'enregistre que les documents qui lui sont fournis. C'est ainsi que l'Ivoirien René N'Guettia Kouassi n'apparaît pas dans la base alors que ses publications, en particulier sous forme de livres édités par l'Harmattan, sont nombreuses¹⁰. Un autre exemple peut être donné avec l'Algérien Mohamed Cherif Belmihoub qui est périodiquement interviewé par les différents média et qui pu-

blie dans des revues algériennes non référencées, comme par exemple la *revue d'économie et statistiques appliquées*. En outre les publications les plus récentes ne sont enregistrées qu'avec un délai plus ou moins long. Ce phénomène de délai d'enregistrement a été signalé également dans la première section pour expliquer la chute de nombre de documents pour les pays. Un grand nombre d'économistes africains francophones. La deuxième limite est le fait de ne pas avoir pris en compte, d'une part, les africains francophones exerçant uniquement hors Afrique soit en tant que professeur des universités, comme par exemple Mouhoub Elias Mouhoud professeur à Dauphine, soit en tant que fonctionnaire international comme par exemple Rabah Arezki, d'autre part, les économistes ayant des travaux essentiellement soit en économétrie (comme Mohamed Ayadi), en finance et en gestion, et enfin les économistes dont les publications référencées sont toutes en anglais, comme par exemple Mohamed Benbouziane qui a pourtant des publications en arabe.

- 37 S'il faut conclure par une réflexion, la science économique francophone africaine est en voie de visibilité internationale mais la porosité entre la recherche universitaire et le champ des ambitions politiques a tendance à brouiller les esprits.

Annexes

- 38 **Annexe 1 – Données démographiques des pays africains en 2016** Source: <http://www.populationdata.net/calculeres/population/afrique/>

Rang	Pays	Nombre d'habitants
1	Nigéria	199 681 158 hab.
2	Égypte	95 785 082 hab.
3	Éthiopie	94 354 405 hab.
4	Rép dém du Congo	89 762 749 hab.
5	Afrique du Sud	56 521 948 hab.
6	Tanzanie	51 557 365 hab.
7	Kenya	47 252 215 hab.
8	Algérie	41 267 046 hab.
9	Soudan	40 782 742 hab.
10	Ouganda	37 873 253 hab.
11	Maroc	34 996 167 hab.
12	Ghana	28 959 391 hab.

13	Angola	28 359 634 hab.
14	Mozambique	27 128 530 hab.
15	Côte d'Ivoire	24 483 682 hab.
16	Madagascar	24 313 180 hab.
17	Cameroun	23 248 044 hab.
18	Niger	20 751 801 hab.
19	Burkina Faso	19 632 147 hab.
20	Mali	18 957 258 hab.
21	Malawi	17 365 817 hab.
22	Zambie	16 405 229 hab.
23	Sénégal	15 726 037 hab.
24	Tchad	14 651 890 hab.
25	Zimbabwe	13 805 084 hab.
26	Somalie	13 275 598 hab.
27	Rwanda	11 809 295 hab.
28	Tunisie	11 438 575 hab.
29	Bénin	11 186 785 hab.
30	Guinée	10 909 896 hab.
31	Burundi	10 400 938 hab.
32	Sierra Leone	7 553 270 hab.
33	Togo	7 178 763 hab.
34	Érythrée	7 166 803 hab.
35	Libye	6 434 862 hab.
36	Rép centrafricaine	5 391 539 hab.
37	Congo	5 092 127 hab.
38	Libéria	4 890 133 hab.
39	Mauritanie	3 893 775 hab.
40	Namibie	2 316 683 hab.
41	Botswana	2 284 420 hab.
42	Gambie	2 008 741 hab.
43	Guinée équatoriale	1 962 924 hab.
44	Lesotho	1 924 381 hab.
45	Gabon	1 919 671 hab.
46	Guinée-Bissau	1 726 170 hab.
47	Swaziland	1 427 884 hab.
48	Maurice	1 264 887 hab.
49	Réunion	850 996 hab.
50	Comores	806 153 hab.

51	Cap vert	539 560 hab.
52	Seychelles	97 558 hab.

Annexe 2 - PIB par habitant dles pays Africains en 2016

PIB/habitant ; Source CIA World Factbook, disponible par wikipedia

Rang	Pays en 2016	PIB par habitant (en dollars)
	Afrique	5 938
1	<u>Guinée équatoriale</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Guin%C3%A9e_%C3%A9quatoriale)	38 700
2	<u>Seychelles</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Seychelles)	28 000
3	<u>Maurice</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_(pays))	20 500
4	<u>Gabon</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Gabon)	19 300
5	<u>Botswana</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Botswana)	16 900
6	<u>Algérie</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Alg%C3%A9rie)	15 000
7	<u>Libye</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Libye)	14 200
8	<u>Afrique du Sud</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique_du_Sud)	13 500
9	<u>Égypte</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89gypte)	12 100
10	<u>Namibie</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Namibie)	11 800
11	<u>Tunisie</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Tunisie)	11 700
12	<u>Swaziland</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Swaziland)	9 800
13	<u>Maroc</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Maroc)	8 400
14	<u>Angola</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Angola)	6 800
15	<u>République du Congo</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_du_Congo)	6 800
16	<u>Cap-Vert</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Cap-Vert)	6 700
17	<u>Nigeria</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Nigeria)	5 900
18	<u>Soudan</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Soudan)	4 500
19	<u>Mauritanie</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Mauritanie)	4 400
20	<u>Ghana</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Ghana)	4 400
21	<u>Zambie</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Zambie)	3 900
22	<u>Côte d'Ivoire</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/C%C3%B4te_d%27Ivoire)	3 600
23	<u>Kenya</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Kenya)	3 400
24	<u>Djibouti</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Djibouti)	3 400
25	<u>Sao Tomé-et-Principe</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Sao_Tom%C3%A9-et-Principe)	3 300
26	<u>Cameroun</u> (https://fr.wikipedia.org/wiki/Cameroun)	3 300

28	Tanzanie (https://fr.wikipedia.org/wiki/Tanzanie)	3 100
29	Sénégal (https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9n%C3%A9gal)	2 600
30	Tchad (https://fr.wikipedia.org/wiki/Tchad)	2 600
31	République arabe sahraouie démocratique (https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_arabe_sahraouie_d%C3%A9mocratique)	2 500
32	Mali (https://fr.wikipedia.org/wiki/Mali)	2 300
33	Bénin (https://fr.wikipedia.org/wiki/B%C3%A9nin)	2 200
34	Ouganda (https://fr.wikipedia.org/wiki/Ouganda)	2 100
35	Rwanda (https://fr.wikipedia.org/wiki/Rwanda)	1 900
36	Éthiopie (https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89thiopie)	1 900
37	Burkina Faso (https://fr.wikipedia.org/wiki/Burkina_Faso)	1 800
38	Sierra Leone (https://fr.wikipedia.org/wiki/Sierra_Leone)	1 700
39	Soudan du Sud (https://fr.wikipedia.org/wiki/Soudan_du_Sud)	1 700
40	Gambie (https://fr.wikipedia.org/wiki/Gambie)	1 700
41	Zimbabwe (https://fr.wikipedia.org/wiki/Zimbabwe)	1 700
42	Guinée-Bissau (https://fr.wikipedia.org/wiki/Guin%C3%A9-Bissau)	1 600
43	Togo (https://fr.wikipedia.org/wiki/Togo)	1 500
44	Madagascar (https://fr.wikipedia.org/wiki/Madagascar)	1 500
45	Comores (https://fr.wikipedia.org/wiki/Comores_(pays))	1 500
46	Guinée (https://fr.wikipedia.org/wiki/Guin%C3%A9)	1 300
47	Érythrée (https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89rythr%C3%A9)	1 300
48	Mozambique (https://fr.wikipedia.org/wiki/Mozambique)	1 200
49	Niger (https://fr.wikipedia.org/wiki/Niger)	1 100
50	Malawi (https://fr.wikipedia.org/wiki/Malawi)	1 100
51	Liberia (https://fr.wikipedia.org/wiki/Liberia)	900
52	République démocratique du Congo (https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_d%C3%A9mocratique_du_Congo)	800
53	Burundi (https://fr.wikipedia.org/wiki/Burundi)	800
54	République centrafricaine (https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_centrafricaine)	700
55	Somalie (https://fr.wikipedia.org/wiki/Somalie)	400

BIBLIOGRAPHIE

Akinwumi Adesina (2017a), « L'agriculture est au cœur de la création de richesse », *Spore.cta.int*, 02/10/2017, dis-

ponible sur : <http://spore.cta.int/fr/spore-exclusif/l-agriculture-est-au-coeur>

[r-de-la-creation-de-richesse.html](#) , consulté le 13/07/2018.

Akinwumi Adesina (2017b), « L'Afrique détient la clé pour nourrir neuf milliards de personnes d'ici à 2050 », *Afbd.org.fr*, 17/10/2017, disponible sur : <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/africa-holds-the-key-for-feeding-9-billion-people-by-2050-adesina-says-during-norman-borlaug-lecture-17442/>, consulté le 13/07/2018.

Association française d'économie politique, s.d., 7^{ème} congrès de l'AFEP, 5, 6 et 7 juillet 2017, Université de Rennes 2, Campus Villejean, disponible sur : <http://afep2017.sciencesconf.org/> , consulté le 16/07/2018.

Avom D. (2017a) « Le problème n'est pas de sortir de la zone franc », *Cameroon-Info.Net*, 24/03/2017, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-debat-autour-du-franc-cfapr-desire-avom-le-probleme-nest-pas-de-sortir-285075.html> consulté le 13/07/2018.

Avom D. (2017b), *Lettre de la Recherche*, n°3, Banque des États de l'Afrique Centrale.

Ben Hammouda & alii, (2006) *Diversification: towards a new paradigm for Africa's development*, May, African Trade Policy Centre, Work in progress, n°35.

Ben Hammouda & alii, (2006) *The Cost of non-Maghreb: Achieving the Gains from Economic Integration*, UNECA, 10/02/2009, disponible sur : <http://mpr.aub.uni-muenchen.de/13293/> MPRA Paper, n°13293

Ben Hammouda (2004), « La globalisation et le nouveau rôle du commerce

dans le développement », *Informations & commentaires*, n°129.

Ben Hammouda (2005), *L'Afrique, l'OMC et le développement*, Maisonneuve & Larose.

Ben Hammouda H. (1997, rééd. 2000) *Les pensées uniques en économie*, Paris, L'Harmattan, coll. « Forum Tiers-Monde ».

Ben Hammouda H., Oulmane N. et Sadni Jallab M. (2011), *Crise... naufrage des économistes. Enquête sur une discipline en plein questionnement*, Louvain-la-Neuve, De Boeck.

Ben Hammouda H., Oulmane N., Sadni Jallab M., Oulmane N., J.-M. Rousseau et Th. Blayac (2001), *Introduction à la théorie de l'assurance*, Paris, Dunod,.

Ben Hammouda H. et Amin S. (2000), *Afrique. Pour un nouveau contrat de développement*, Paris, L'Harmattan.

Ben Hammouda H. et M. Sadni - Jallab. (2010), « L'évolution des inégalités mondiales », *Les Cahiers Français*, n°257.

Ben Hammouda H. (2017), les nouveaux contours de la politique économique », *Linkedin.com*, 22/09/2017, disponible sur <https://fr.linkedin.com/pulse/les-nouveaux-contours-de-la-politique-%C3%A9conomique-hakim-ben-hammouda>, consulté le 13/07/2018.

Ben Hammouda H., N. Oulmane, Sadni Jallab M. (2010), « De Washington à Pittsburgh : d'un consensus subi à un consensus nouvellement établi ? », *Mondes en développement*, n° 150, p. 69-86.

Ben Hammouda H., N. Oulmane, Sadni Jallab M. (2010), *Crise... naufrage des économistes ? Enquête sur une discipline*

en plein questionnement, Louvain-la-Neuve, De Boeck.

Karingi S., R. Lang, N. Oulmane, R. Perez, M. Sadni Jallab and Ben Hammouda H. (2005), *Economic and Welfare Impacts of the EU-Africa Economic Partnership Agreements*.

Mbembé A. et C. Monga, (2006), « Entretien avec Fabien Eboussi Boulaga. Penser africain : raison, identité et liberté » *Esprit*, n°12, p. 106-116.

Monga C. (s.d.), « Entretien avec Henri Fotso de l'Agence africaine d'information et de communication (AIC) », disponible sur : <http://agenceaic.net/AFRIQUE-CELESTIN-MONGA-MANAGING.html>, consulté le 13/07/2018.

Monga, C. (2001), « 1 FCFA = 0,00154 euro ? Macroéconomie du masochisme », dans Ben Hammouda H. et M. Kassé (éd.), *L'avenir de la zone franc : perspectives africaines*, Paris, Karthala, p. 341-370.

N'Guettia-Kouassi R. (2017), Interview, *Fratmat.info*, 22/11/2017, disponible sur : <https://www.fratmat.info/index.php/focus/interview/dr-rene-n-guettia-kouassi-directeur-des-affaires-economiques-a-la-commission-de-l-union-africaine-la-vraie-question-ce-n-est-pas-le-franc-cfa-mais-la-monnaie-africaine>, consulté le 13/07/2018.

N'Guettia Kouassi R. (2008), *Les chemins du développement de l'Afrique*, Paris, L'Harmattan.

N'Guettia Kouassi R. (2012), *Les défis du développement de l'Afrique contemporaine*, Paris, L'Harmattan.

Nubukpo K. (2011), « Les macroéconomistes africains...Entretien avec », *Politique africaine*, n° 124.

Otando G. et D. Uzunidis, (2011), « Le renouveau des théories du développement. Institutions et bonne gouvernance », *Recherches internationales*, n°90, p. 9-30.

Sandretto R., Oulmane N. et H. Ben Hammouda (2009), *Emergence en méditerranée : Attractivité, investissements internationaux et délocalisations*, Paris, L'Harmattan.

Stiglitz, Joseph E., Lin Yifu J. et Monga, C. (2013), "The Rejuvenation of Industrial Policy", *Policy Research Working Paper*, Banque mondiale, n°6628.

Wade A. (2015), « Accra-Ghana : 4^{ème} congrès des économistes africains », *Financialafrik.com*, 16/11/2015, disponible sur : <https://www.financialafrik.com/2015/11/16/accra-ghana-4eme-congres-des-economistes-africains/>, consulté le 13/07/2018.

Zimmovitch H. (2017) « L'évaluation des chercheurs en gestion : du paradigme au « para-dogme », *The Conversations France*, 06/12/2017, <https://theconversation.com/levaluation-des-chercheurs-en-gestion-du-paradigme-au-para-dogme-88524>, consulté le 13/07/2018.

NOTES

1 Cela est manifeste lorsqu'il déclare, en citant d'éminents et respectables collègues, contre toute évidence et de manière peu courtoise, que « des

universitaires occidentaux relativement sur le déclin, que plus grand monde n'écoute dans leur pays, sont accueillis à bras ouverts et dictent leurs vues sur la politique monétaire à suivre » (Nubukpo, 2011, 93).

2 Je reprends ici, pour les publications en sciences économiques, les observations de Zimmovitch (2017).

3 Les comités de rédaction des revues anglophones internationales n'ont souvent pas les contraintes d'un académisme linguistique, lorsque les revues francophones de référence sont plus exigeantes.

4 Pour l'Afrique en sciences économiques au sens large (y compris économétrie et finance), seulement deux revues anglophones et publiées en Afrique du sud seulement sont retenues : *Review of Development and Finance*, *Journal for Studies in Economics and Econometrics*. Pour se faire une idée des limites de la base, la France n'apparaît qu'avec sept titres dont certains relèvent de la sociologie et ignorés dans la catégorisation CNRS de juin 2017(*): *Actuel Marx*, *Economie et Statistique**, *Economie Internationale**, *Travail Genre et Société*, *Etudes Rurales*, *Revue Française de Gestion**, *Géographie Economie Société**

5 <https://ideas.repec.org/cgi-bin/htsearch?q=Kako+Nubukpo>, consulté le 25/01/2018.

6 C'est, semble-t-il, une démarche qui s'inscrit en résonance de celle suivie en France avec la création de l'Association française d'économie politique (AFEP) qui propose « de défendre en économie un pluralisme des concepts, des idées, des outils théoriques », qui ne semblerait pas une préoccupation de l'association française de sciences économiques (AFSE) : Association française d'économie politique, s.d., 7^{ème} congrès de l'AFEP, 5, 6 et 7 juillet 2017, Université de Rennes 2, Campus Villejean, disponible sur : <http://afep2017.sciencesconf.org/>, consulté le 16/07/2018.

7 *Journal of Economic Integration*, *Canadian Journal of Development Studies*, *Oxford Development Studies*, *Mondes en développement*, *Revue Economique*, *Journal of Economic Development*, *Revue d'Economie Politique*,...).

8 Le nombre effectif de publications est de 21 en janvier 2018, sans prendre en compte les contributions à des livres collectifs. Les revues sont *Revue d'Economie Politique*, *L'Actualité économique*, *Revue d'analyse économique*, *African Integration and Development Review*, *Marché et organisations*, *Revue Canadienne d'Etudes du Développement*, *Ecological Economics*, *Revue d'Economie de Développement*, *Revue Française d'Economie*, *Revue Technique Financière et Développement*, *Revue d'Economie Financière*, *Revue Afrique*

contemporaine, *Economie Appliquée, Région et développement, Mondes en Développement*,

9 Le quatrième congrès qui s'est tenu à Accra (Ghana) en novembre 2015 est plus explicite dans son appel à communication. Sous le thème: « Politique industrielle et performance économique en Afrique », les contributeurs africains et de la diaspora ont cherché à répondre à la question : « L'industrialisation est-elle une voie obligée vers l'émergence ? » (Wade, 2015).

10 Parmi ces ouvrages relevant de disciplines différentes, il convient citer deux titres spécifiquement centrés sur l'économie : d'une, *Les défis du développement de l'Afrique contemporaine* et, d'autre part, *Les chemins du développement de l'Afrique*

(<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=38492&razSqlClose=1>).

RÉSUMÉS

Français

Cet article présente, de manière comparative, la production documentaire en économie des pays africains francophones. Il montre, par l'examen de travaux de quelques économistes en activité et référencés dans les bases de données, que la science économique en Afrique n'est nullement contemplative. Si, le plus souvent la confusion n'est pas faite entre analyse d'intention scientifique et prise de position politique, il arrive aussi que les titres universitaires soient mis au service d'un agenda moins scientifique.

English

This article examines the documentary production in economics of French-speaking African countries. It shows, from a sample of work by some economists in activity and referenced in the databases, that economic science in Africa is by no means contemplative. If, most often, the confusion is not made between analysis of scientific intent and political stance, it also happens that academic titles are put at the service of a less scientific agenda

INDEX

Mots-clés

macroéconomie, franc CFA, industrialisation, CEMAC, policy space

Keywords

macroeconomics, franc CFA, industrialisation, CEMAC, policy space

AUTEUR

Ahmed Silem

Ahmed Silem, né en 1945, est professeur honoraire des universités. Professeur invité dans plusieurs universités, membres de comités de lecture en sciences économiques et gestion, ses domaines de recherche et de publication sont la didactique de l'économie et de la gestion avec valorisation en lexicographie et en manuels, l'histoire de la pensée économique, l'économie internationale, l'économie de développement, l'économie de l'information.